



Mme la présidente,

En préliminaire, la CGT FP 29 souhaiterait revenir sur votre refus de l'expertise de Mme Florence HERE. Notre OS regrette cette décision et attendait de votre part une autre réaction que l'abri règlementaire, d'autant que votre lecture de ce règlement n'est qu'une interprétation. La circulaire précise qu'il n'y a pas lieu de convoquer des experts qui n'exercent pas leurs fonctions au sein de la Direction, or, Mme Here exerce ses fonctions en tant que contrôleur stagiaire depuis le 2/05/2017 au sein de la DDFIP du Finistère. De plus, pour la CGT FP Finistère, la qualité d'un dialogue aussi peu social soit-il, ne se mesure pas à la capacité d'obéissance à un règlement intérieur, mais à la qualité de ses intervenants...soyez assurée que Mme HERE connaissait parfaitement son sujet, qu'elle connaît idéalement Morlaix, son environnement professionnel et ses agents, tout comme ses fragilités. Elle y a longuement œuvré en dehors de cette parenthèse ENFIP, et y œuvrera encore puisqu'elle y est affectée en septembre. A l'expertise de Mme HERE dont nous aurions tous ici pu profiter, vous avez préféré une réglementation qui ne sert personne et qui manque d'à propos. La CGT le regrette, prenant acte de votre rigidité sur ce point.

L'ordre du jour, vous l'avez souligné récemment, est dense, mais au-delà d'être dense, il est insupportable !

Vous ne montrez certes aucune singularité pour ce qui est de son contenu, puisque de nombreuses directions, elles aussi, ont promis aux agents une funeste année 2018 et dans un monde tel que le vôtre, où la singularité fait tâche, il n'est rien d'étonnant que nous soyons réunis, nous aussi, ce jour, en 2ème convocation, pour acter les déclinaisons néo libérales d'un président mal élu.

Car en effet, la CGT tenait à rappeler que ces décisions n'ont qu'une piètre légitimité électorale, en soulignant que M. Macron, l'homme le plus veinard des années 2016/2017, n'a reçu aucun quitus l'autorisant à saccager le service public. Rappelons aussi qu'il ne fut élu qu'avec 43,63 % des inscrits, contre Marine Le Pen, dont la présence au second tour ne fait que relativiser plus encore ce score !

On croirait Sarkozy revenu ! Et on pourrait même regretter que Fillon n'ait pas suivi le stage déontologie de la DGFIP!

Le gouvernement Philippe nous refait le coup de la France en faillite, pour mieux sabrer dans les dépenses publiques et mieux obéir à la vision comptable de Bruxelles, le tout avec l'arme redoutable et démagogique de la cour des comptes, devenu un outil au service des privilégiés. A ce rythme, même la CGT finira par espérer que l'IFRAP remplace la cour des comptes comme outil de propagande. Encore une fois, la Fonction publique en prend pour son grade...mais quid de cet argent distribué généreusement aux entreprises ?? pas un mot sur le CICE, le CIR et autres allègements de cotisations au bénéfice des entreprises...celà en dit long sur la partialité du machin.

Ainsi, au sujet des fonctionnaires : gel du point d'indice et rétablissement du délai de carence, réduction de leur nombre deviendraient pour Edouard Philippe la solution pour redresser les comptes publics. Or, rappelons que ces mesures, d'autres nous les ont déjà assénées...on peut donc bien, sans en disconvenir, affirmer qu'elles sont inopérantes. Et comme le souligne le Conseil d'analyse économique, entité que l'on ne saurait soupçonner de tenir des thèses marxistes, l'emploi public en France est dans la moyenne européenne, inférieur à celui de la Suède, de la Belgique ou du Royaume-Uni. Cibler les fonctionnaires et l'emploi public n'a donc d'autre fonction que démagogique, une fois encore, s'en prendre aux fonctionnaires laisse penser que le décideur en place est un bon gestionnaire, quand bien même s'agirait-il, d'abord une mesure d'affichage. Pire, au vu de ce que veut infliger le gouvernement aux travailleurs du privé avec la loi travail puissance 10...casser du fonctionnaire devient un mode de communication, un préalable cynique censé apaiser la violence des décisions à venir...genre « ça fait moins mal quand on sait que l'autre prend aussi »

Mme la présidente, Les agents du Finistère sont écoeurés d'être constamment la cible d'une caste d'apparatchiks qui pour certains d'entre eux, ont utilisé cette fonction publique pour arriver et qui, une fois parvenus, les fins de mois assurées, s'en prennent à elle et à ses représentants. Jaurès, souvent cité, jamais égalé, expliquait avec sa précision habituelle qu'un fonctionnaire ne doit jamais servir les intérêts de classe, mais les intérêts de la nation toute entière. Et de souligner ...

« Si tous les citoyens usaient du bulletin de vote avec une pleine liberté et une suffisante lumière, s'il n'y avait pas des classes sociales qui par la misère, l'ignorance, la dépendance, la longue habitude de la passivité, sont politiquement inférieures et inertes, aucun gouvernement ne pourrait mettre au service d'un parti ou d'une idée les forces administratives, judiciaires, fiscales de la nation. »

Non, Mme la présidente, la CGT le réaffirme avec force : la fonction publique n'est pas un outil au service d'une classe sociale ou politique et ni les fonctionnaires ni les usagers ne sont des paramètres d'ajustement à sacrifier sur l'autel du capitalisme outrancier.

Pour en revenir à vos projets 2018, qui, dicit le directeur général lors d'un CTR récent ne seraient pas la déclinaison d'une exigence de la centrale, la CGT FP 29 les rejette déjà en totalité..et se fait l'écho des personnels qui ont montré des signes d'inquiétude et de colère jamais connus jusque là dans le département.. A trop vouloir restructurer trop vite et dans tous les secteurs...l'audible et l'envie de dialoguer disparaissent au profit de la rupture par l'anxiété, le désaveu ou la colère,

Sans vouloir hiérarchiser l'inacceptable, puisque nous contestons par principe, tous les projets 2018, notre OS a déjà réagi à l'un de points et n'acceptera pas que l'usager en ruralité paye l'addition..sachez Mme la présidente, que la CGT 29 FP, mais probablement le savez vous déjà, dans son rôle de lanceur d'alerte, a envoyé un courrier annexé à cette liminaire, aux presque 280 maires du Finistère et à tous les députés en marche nouvellement adoubés.

Ce document informe ces élus de la casse du service public de proximité que vous voulez imposer au département. La CGT s'est déjà largement exprimée sur le fond et ne reviendra pas dessus ce jour, d'autant que l'essentiel tient en ce courrier. Les élus locaux, confrontés à leurs responsabilités auront à se positionner et ne pourront pas dire qu'ils ne savaient pas.